



Rapport Financier 2011

SOMMAIRE

A/ Déclaration des personnes physiques responsables.....Page 4

B/ Comptes annuels

I/ Bilan.....Page 6

II / Résultat.....Page 8

III/ Tableau de flux de trésorerie..... Page 9

IV/ Variation des capitaux propres.....Page 10

V / AnnexePage 11

C/ Rapport de gestionPage 32

D/ Rapport des contrôleurs légaux.....Page 49

A/ Déclaration des personnes physiques responsables

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier annuel 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elle est confrontée.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'E' followed by a vertical line and some horizontal strokes at the bottom.

Le Président du Conseil d'administration
Eric FISCHMEISTER

B/ Comptes annuels

I/ Bilan

BILAN ACTIF	31/12/2011			31/12/2010
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
	en K €			
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement	101	101		
Concession, brevets et droits similaires	60	60		
Fonds commercial	8 757	593	8 164	8 164
Autres immobilisation incorporelles	40	39	2	1
Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	8	3	5	6
Autres immobilisations corporelles	1 793	1 178	615	564
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
Titres de participations				
Prêts	7		7	7
Autres immobilisations financières	57		57	20
Total I	10 824	1 974	8 850	8 762
Avances et acomptes versés sur commandes	159		159	45
Créances				
Clients et comptes rattachés	10 238	241	9 997	9 208
Autres créances	2 280		2 280	1 547
Valeurs mobilières de placement	4 223		4 223	6 256
Disponibilités	1 454		1 454	819
Charges constatées d'avance	199		199	258
Total II	18 552	241	18 312	18 134
TOTAL ACTIF	29 376	2 215	27 162	26 896

BILAN PASSIF	31/12/2011	31/12/2010
en K €		
Capitaux propres		
Capital	534	534
Prime d'émission, de fusion, d'apport	8 318	8 318
Réserve légale	86	86
Réserve réglementée		
Autres réserves	8	750
Report à nouveau	6 506	4 233
Résultat	790	2 328
Total I	16 240	16 248
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	147	344
Provisions pour charges		
Total II	147	344
Dettes		
Emprunts obligataire convertibles		
Emprunts et dettes financières	3	3
Emprunts et dettes financières divers	51	201
Fournisseurs et comptes rattachés	2 602	1 982
Dettes fiscales et sociales	6 655	6 417
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	418	554
Produits constatés d'avance	1 046	1 148
Total III	10 775	10 304
TOTAL PASSIF	27 162	26 896

II / Résultat

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2011	31/12/2010
	en K€	
Chiffre d'affaires	34 504	33 050
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	150	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	74	107
Autres produits		1
Total produits d'exploitation	34 728	33 158
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	7 405	7 457
Impôts, taxes et versements assimilés	1 106	959
Salaires et traitements	17 068	16 151
Charges sociales	8 508	8 119
Dotations aux amortissements des immobilisations	214	178
Dotations aux provisions sur actif circulant	7	3
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges		
Total charges d'exploitation	34 307	32 867
Résultat d'exploitation	421	291
Produits financiers de participations		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transfert de charges		1
Différence positive de change		
Produits nets sur cessions de VMP	61	34
Total produits financiers	62	35
Dotations aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2	1
Différence négative de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total charges financières	2	1
Résultat financier	59	34
Résultat courant avant impôts	481	325
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	9	3
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprise prov. Pour risques & charges except.	215	544
Total produits exceptionnels	224	546
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	691	294
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2	1
Autres Charges exceptionnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions	55	100
Total charges exceptionnelles	747	395
Résultat exceptionnel	-523	151
Participation des salariés aux résultats		316
Impôt sur les bénéfices	-832	-2 168
Bénéfice ou perte	790	2 328
Résultat par action (en Euros)	0,3	0,9
Résultat dilué par action (en Euros)	0,3	0,9

III/ Tableau de flux de trésorerie

(En K€)	31/12/2011	31/12/2010
Résultat net	790	2 328
Dotations nettes aux amortissements et provisions	17	-343
Plus et moins values de cession	2	1
Impôt calculé	-832	-2 168
Subventions d'exploitation	-150	
Marge brute d'autofinancement (avant impôt)	-173	-182
Variation du besoin en fonds de roulement	-248	312
CIR encaissé	124	1 292
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-297	1 421
Acquisitions d'immobilisations	-304	-216
Cessions d'immobilisations		27
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-304	-189
Réduction de capital		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-797	-591
Encaissements d'emprunts		
Remboursements d'emprunts		-60
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-797	-651
Incidence des variations de taux de change		
Variation de trésorerie	-1 398	581
Trésorerie à l'ouverture	7 075	6 494
Trésorerie à la clôture	5 677	7 075

IV/ Variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes	Total Capitaux Propres
Capitaux propres au 31/12/07	648	9 890	1 331	1 962	-8		13 823
Affectation du résultat 2007			115	-123	8		
Réduction de capital	-57	-773					-830
Résultat au 31/12/2008					1 316		1 316
Capitaux propres au 31/12/08	591	9 117	1 446	1 839	1 316		14 309
Affectation du résultat 2008			-1 360	2 676	-1 316		
Résultat au 31/12/2009					1 000		1 000
Capitaux propres au 31/12/2009	591	9 117	86	4 515	1 000		15 309
Affectation du résultat 2009			750	-283	-1 000	532	-532
Réduction de capital	-57	-799					-857
Résultat au 31/12/2010					2 328		2 328
Capitaux propres au 31/12/2010	534	8 318	836	4 233	2 328	532	16 248
Affectation du résultat 2010			-742	2 273	-2 328	797	-797
Résultat au 31/12/2011					790		790
Capitaux propres au 31/12/2011	534	8 318	94	6 506	790	1 329	16 240

V / Annexe

La société SOFT COMPUTING SA a son siège social au 55, Quai de Grenelle 75015 PARIS et son numéro SIRET est 330 076 159 000 79.

Soft Computing est la société de référence dans la valorisation des données et leur transformation en performances. Elle offre des services de conseil, de technologie et de marketing services pour aider ses clients - Banque & Assurance, Distribution & VPC, Industrie, Services et Télécoms, Tourisme & Transport - à améliorer leur performance par la création et la mise en place de solutions business et technologiques basées sur la transformation d'informations en actions.

Soft Computing est cotée à Paris dans le compartiment C d'Euronext.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 13 mars 2012.

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2011 a un total qui s'élève à 27 162 K euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégage un résultat courant de 481 K euros et un bénéfice de 790 K euros.

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels :

- . Faits caractéristiques
- . Règles et méthodes comptables
- . Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

FAITS CARACTERISTIQUES

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tient compte de :

- la créance relative au Crédit d'Impôt Recherche 2011 soit 820 K€, la société ayant été en mesure de procéder à l'identification et l'évaluation de celui-ci avant l'arrêté des comptes. Au 31 décembre 2010, le résultat tenait compte:
 - ❖ du produit du remboursement du Crédit d'Impôt Recherche 2009, soit 1 292 K€, dont la créance n'avait pas été comptabilisée au 31 décembre 2009 car l'identification des projets éligibles au Crédit d'Impôt Recherche ainsi que son calcul n'étaient pas achevés à la date d'arrêté des comptes annuels.
 - ❖ de la créance relative au Crédit d'Impôt Recherche 2010 soit 1 000 K€ la société ayant été en mesure de procéder à l'identification et l'évaluation de celui-ci avant l'arrêté des comptes.
- L'abandon de créance par OSEO ANVAR de 150 K€ suite au constat d'échec commercial du projet de développement d'une plateforme générique d'améliorations de la qualité et d'enrichissement de données tiers associés qui avait fait l'objet d'une aide à l'innovation de 300 K€. Ce produit a été comptabilisé en subvention d'exploitation.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

PRINCIPALES METHODES UTILISEES

. Immobilisations incorporelles

- Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis sur une durée d'un an.

- Les frais de développement de nouveaux produits sont inscrits à l'actif et amortis sur une durée maximale de 5 ans. Ils sont déterminés en fonction de l'analyse des fiches de suivi de chaque projet.

- Les fonds de commerce et les autres actifs incorporels assimilés sont évalués à leur coût d'acquisition. Ils font l'objet d'une éventuelle dépréciation lorsque leur valeur actuelle est devenue inférieure à leur valeur nette comptable.

. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation prévue. La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur durée d'utilité est nulle.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Installations et agencements	5 à 10 ans
- Matériel de transport	4 ans
- Matériel informatique	1 à 3 ans
- Mobilier	7 à 10 ans

Aucun amortissement dérogatoire n'est comptabilisé, l'amortissement dégressif appliqué au matériel informatique, étant considéré comme reflétant correctement l'obsolescence rapide de ce type d'immobilisation.

. *Suivi des fonds de commerce (et autres actifs incorporels et des titres de participation, le cas échéant)*

A chaque clôture et en cas d'indices de perte de valeur, la valeur actuelle des fonds de commerce (et des titres de participation, le cas échéant) est appréciée en fonction d'une approche multicritère (ratios utilisés par les analystes financiers du secteur tels que VE/CA, perspectives de rentabilité).

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur d'inventaire, une dépréciation exceptionnelle des fonds de commerce (ou des titres de participation le cas échéant) est constatée. Cette dépréciation est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie actualisés (Discounted Cash Flow).

Au 31 décembre 2011, le calcul de la valeur actuelle n'a pas conduit à constater de dépréciation exceptionnelle sur les fonds de commerce.

. *Autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement*

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les valeurs mobilières de placement de type OPCVM sont comptabilisées selon la règle du FIFO.

. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est calculé au prorata de l'avancement des travaux. La facturation émise est donc ajustée en fonction du travail réellement effectué sur la période.

Le pourcentage d'avancement résulte d'une analyse par contrat des journées d'intervention valorisées engagées par rapport au nombre total des journées nécessaires à la réalisation des prestations prévues au contrat.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est inférieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé au passif dans un compte de produits constatés d'avance.

Si l'avancement des travaux réellement effectués est supérieur au chiffre d'affaires émis, un ajustement est comptabilisé à l'actif dans un compte de factures à établir.

Une provision pour perte à terminaison est comptabilisée lorsque le montant prévisionnel total des journées d'intervention valorisées sur l'ensemble du contrat est supérieur à la facturation totale prévue.

. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent aux sorties probables de ressources sans contrepartie pour la société. Ces provisions correspondent aux montants les plus probables que l'entreprise est susceptible de devoir verser.

. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite est calculé selon une évaluation actuarielle prenant en compte des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, d'accroissement des salaires et d'actualisation.

Les engagements en matière de départ en retraite des salariés s'élèvent à 456 K€ au 31/12/2011. Ils ne sont pas provisionnés au bilan.

. *Résultat exceptionnel*

Le résultat exceptionnel comprend les éléments dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de la société, et qui ne sont pas supposés se reproduire de manière fréquente ou régulière. Ainsi, les indemnités transactionnelles versées au titre des licenciements représentent des charges exceptionnelles.

. *Résultat par action et résultat dilué par action*

Le résultat par action est calculé en rapportant le résultat net au nombre d'actions en circulation (hors autocontrôle).

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives, notamment des options de souscription d'actions, actions gratuites à la date d'arrêté.

DETAIL DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT
(en K€)

NOTE 1 – IMMOBILISATIONS

en Keuros	Val. Brute au début de l'exercice	Acquisitions de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de poste à poste	Val. Brute en fin d'exercice
Frais de développement	101				101
Fonds de commerce	1 081				1 081
Mali de fusion	7 677				7 677
Autres immo. incorporelles	103	18	21		100
Immob. Corporelles (1)	1 655	249	104		1 801
Immob. Financières (2)	28	40	3		64
TOTAL GENERAL	10 644	307	127		10 824
(1) dont aménagts des constructions					
agencements installations	622	61			683
informatique	677	174	99		752
transport					
Mobilier	356	14	4		366
Immobilisations en cours					
	1 655	249	104		1 801
(2) dont entreprises liées:					
Actions propres en voie d'annulation	7	40			47
Prêt au personnel	7				7
et dont dépôts et cautionnements	14		3		10
	28	40	3		64

NOTE 2 – AMORTISSEMENTS

en euros	Montants au début de l'exercice	Augmenta - tions	Diminu - tions	Virment de poste à poste	Montants en fin d'exercice
Frais de développement	101				101
Autres immo. incorporelles	695	17	21		692
Immob. Corporelles (1)	1 086	197	102		1 181
TOTAL GENERAL	1 882	214	123		1 974
(1) dont aménagements constructions					
agencement des installations	218	64			282
informatique	585	116	99		602
transport					
Mobilier	283	17	3		297
	1 086	197	102		1 181

NOTE 3 – FRAIS DE DEVELOPPEMENT

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€ Ce logiciel se trouve totalement amorti depuis le 31/12/2009.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel « Marketing Factory » ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€ Ce logiciel se trouve totalement amorti depuis le 31/12/2010.

NOTE 4 – PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

en K Euros	Montants au début de l'exercice	Augmen - tations	Montants repris car utilisé	Montants repris car non utilisé	Montant en fin d'exercice
Provisions pour risques et charges					
Risques sur stocks options	1				1
Autres provisions pour risques et charges	303	55	212		146
Risque URSSAF	40		40		
Dépréciations :					
Dépréciation des titres (SC Média)					
Créances clients	239	7	6		241
Comptes courants d'associés					
Actions propres					
Valeur Mobilières de placement					
Total provisions	584	62	257		388
Dont dotations et reprises :	d'exploitation	7	43		
	financières				
	exceptionnelles	55	215		

Le solde des autres provisions pour risques et charges au 31 décembre 2011 est essentiellement constitué de provisions pour risques salariaux.

NOTE 5 – ETAT DES CREANCES

en K Euros	Montants bruts 2011	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2010
Avances et acomptes	159	159			45
Clients et comptes rattachés	10 238	10 238			9 448
Personnel	32	32			60
Autres impôts et assimilés (*)	2 219	2 219			1 421
Comptes courants groupe					
Autres créances	29	29			66
Charges constatées d'avance	199	199			258
Total	12 876	12 876			11 298

(*) dont en 2011, créance Crédit d'Impôt Recherche à hauteur de 1 708 K€

NOTE 6 – ETAT DES DETTES

en K euros	Montants bruts 2011	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans	Montants bruts 2010
Emprunts et dettes Ets crédit	3	3			3
Avances conditionnées	50	50			200
Comptes courants associés	1	1			1
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	2 602	2 602			1 982
Dettes sociales	4 148	4 148			3 937
Autres impôts et assimilés	2 506	2 506			2 480
Autres impôts et assimilés débiteurs					
Produits constatés d'avance	1 046	1 046			1 148
Autres dettes	418	418			554
Total	10 775	10 775			10 304

NOTE 7 – DIFFERENCES D’EVALUATION SUR ELEMENTS FONGIBLES

* La valeur liquidative au 31 décembre 2011 des valeurs mobilières de placement est de 4 211 K€

Il a été procédé à une opération de rachat puis de souscription le dernier jour de l’année ; il n’existe donc aucune plus-value latente.

* Les autres valeurs mobilières de placement dont le montant s’élève à 12 K€ correspondent à l’achat par SOFT COMPUTING de 3 020 de ses propres actions acquises par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate.

NOTE 8 : STOCKS OPTIONS

L’Assemblée Générale Extraordinaire du 10 juin 2003 a autorisé la mise en place d’un plan d’options d’achat ou de souscription d’actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce second plan, le Conseil d’Administration a attribué deux tranches à ce jour :

Le 10 février 2004, le Conseil d’Administration a attribué une première tranche de 38 511 options au prix de souscription des actions de 4,69 € Ces options ne sont plus exerçables à ce jour.

Parallèlement le 10 février 2004, le Conseil d’Administration a attribué 40 821 options au prix d’achat des actions de 4,69 € Ces options ne sont plus exerçables à ce jour.

Le 7 avril 2005, le Conseil d’Administration a attribué une deuxième tranche de 87 500 options au prix de souscription des actions de 6,89 € 21 000 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d’Administration n’a plus la possibilité d’attribuer des options de ce second plan, le délai étant expiré.

L’Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2005 a autorisé la mise en place d’un plan d’options d’achat ou de souscription d’actions destinées aux salariés dans la limite de 5% du capital de la société.

Sur ce troisième plan, le Conseil d’Administration a attribué une tranche à ce jour :

Le 17 octobre 2007, le Conseil d’Administration a attribué une première tranche de 145 000 options au prix de souscription des actions de 3.88 € 102 500 actions restent exerçables à ce jour.

Le Conseil d’Administration n’a plus la possibilité d’attribuer des options de ce troisième plan, le délai étant expiré.

Les stocks options ainsi attribuées peuvent être exercées au plus tôt quatre années après leur date d'attribution et au plus tard sept années après leur date d'attribution.

NOTE 9 – COMPTES DE PRODUITS A RECEVOIR ET DE CHARGES A PAYER

Produits à recevoir (en K euros)	31/12/2011	31/12/2010
Clients et comptes rattachés	1 545	1 339
Autres créances	12	5
Total	1 556	1 344

Charges à payer (en K euros)	31/12/2011	31/12/2010
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	3
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	621	668
Dettes fiscales et sociales	2 680	2 444
Total	3 304	3 114

NOTE 10 – COMPTES DE REGULARISATION

Produits constatés d'avance (en K euros)	31/12/2011	31/12/2010
Produits d'exploitation	1 046	1 148
Total	1 046	1 148

Les produits constatés d'avance découlent de la comptabilisation à l'avancement des contrats au forfait.

Charges constatées d'avance (en K euros)	31/12/2011	31/12/2010
Charges d'exploitation	199	258
Total	199	258

Les charges constatées d'avance découlent de la comptabilisation de factures concernant des périodes postérieures à la clôture de l'exercice.

NOTE 11 – COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Annulés pendant l'exercice	Total en fin d'exercice
Actions ordinaires	0,20 euro	2 668 613			2 668 613

Il y a au 31 décembre 2011 en immobilisations financières 12 109 actions qui ont été acquises en vue de les annuler. Celles-ci ont été comptabilisées en compte « 277200 – Actions propres en voie d'annulation ».

Situation des actions auto-détenues (hors contrat de liquidité) au 31 décembre 2011 :

	Fin 2011	Fin 2010
Quantité achetée	12 109	6 517
Prix d'acquisition moyen en €	3.85	3.39
Montant en K€	47	22
Frais de courtage	4	4

NOTE 12 – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K euros	Capital	Primes	Réserves	Report à nouveau	Résultat exercice	Capitaux Propres Totaux
Situation au 31/12/2010	534	8 318	836	4 233	2 328	16 248
Affectation du résultat 2010				2 328	-2 328	
Dividendes				-797		-797
Virements de poste à poste			-742	742		
Résultat 2011					790	790
Situation au 31/12/2011	534	8 318	94	6 506	790	16 241

NOTE 13 – REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les rémunérations allouées au 31 décembre 2011 aux dirigeants de la société, y compris les 2 dirigeants administrateurs, s'élèvent à 793 k€ et concernent 6 personnes au total.

Au 31 décembre 2010 ces rémunérations s'élevaient à 810 K€ et concernaient 6 personnes.

NOTE 14 – EFFECTIF MOYEN

	31/12/2011	31/12/2010
Cadres	333	325
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	19	24
Total	352	349

NOTE 15 – DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

Au 31/12/2011, 4 745 heures de formation ont été acquises par l'ensemble des salariés dont 243 n'ont pas fait l'objet d'une demande de formation de la part des salariés.

NOTE 16 – CHIFFRE D’AFFAIRES

Le Chiffre d’affaires est essentiellement réalisé en France :

	2011	2010
• Banque assurance:	46 %	46 %
• Industrie:	8 %	10 %
• Distribution/ e-commerce :	23 %	19 %
• Télécoms :	6 %	8 %
• Transport et tourisme :	4 %	5 %
• Services :	13 %	12%

NOTE 17 – CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

	31/12/2011	31/12/2010
Produits de cession des valeurs mobilières de placement	61	34
Reprise de provisions financières		1
Gains de change		
Escomptes accordés	-2	-1
Moins value sur cession de VMP		
Dotations aux provisions financières		
Pertes de change		
Résultat financier	59	34

NOTE 18 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

	31/12/2011	31/12/2010
Autres charges et produits exceptionnels de gestion (1)	-683	-293
Dotations aux provisions exceptionnelles (3)	-55	-100
Reprise de provisions exceptionnelles (2)	215	544
Résultat exceptionnel	-523	151

(1) dont 604 k€ d’indemnités transactionnelles et préavis versés au pôle emploi.

dont 55 k€ de charges pour litige URSSAF

(2) dont 175 k€ de reprise sur provisions pour litiges salariaux

dont 40 K€ de reprise sur provisions pour litiges URSSAF

(3) Provisions pour litiges salariaux

NOTE 19 – ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOT

SITUATION FISCALE DIFFEREE	Bases	Montant d'impôt
ALLEGEMENTS EN BASES		
Provision pour perte à terminaison		
Organic	54	18
Construction		
ARD et déficits reportables		
Economie d'impôt latente (taux 33,33% au 31/12/11)	54	18

NOTE 20 – VENTILATION DE L'IMPOT SOCIETE

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
+ Résultat courant	481		481
+ Résultat exceptionnel	-523	-832	309
+ Participation			
Résultat comptable	-42	-832	790

Le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011, tient compte de la créance relative au Crédit d'Impôt Recherche 2011.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

<u>Engagements donnés</u>	<u>Montants 2011</u>	<u>Montants 2010</u>
- Indemnités de départ à la retraite	456 K€	449 K€

Le montant des engagements de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés. Le montant de l'engagement est égal à la somme des droits individuels acquis au jour du départ à la retraite auxquels sont appliqués les éléments suivants :

Convention collective	Bureaux d'études techniques
Age de départ à la retraite	67 ans
Actualisation financière	3%
Augmentation des salaires	de 0.5% à 5% en fonction des tranches d'âge
Rotation du personnel	de 1.5% à 20% en fonction des tranches d'âge

La loi de financement de la sécurité sociale a apporté des modifications sur la situation de mise à la retraite d'un salarié à l'initiative de l'employeur. L'indemnité de départ à la retraite serait soumise à charges sociales

Total calculé des indemnités de départ à la retraite: 456 K€

Montant versé en 2011: 0 €

Total de l'engagement : 456 K€

Il n'y a pas d'engagement particulier envers les dirigeants en matière de retraite.

Une caution financière a été signée le 31/07/2008 en faveur de la SOCIETE D'ECONOMIE PARIS SEINE – SEMPARISEINE à hauteur de 195 K€ pour les locaux occupés quai de Grenelle.

Une ligne de crédit de 2 millions d'euros a été accordée à la société par la banque HSBC fin 2009. A fin décembre 2011, la société n'a pas encore utilisé ce crédit.

NOTE 22 – INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIERES

Dénomination	Nombre de titres détenus	Pourcentage de participation	Valeur d'achat	Valeur nette d'inventaire
Soft Computing (actions Propres)	15 129,00		59	59
Monevalor (Société Générale)	0,08	NA		
HSBC Tres. Euro 3 Dec	203,04	NA	4 210	4 210

Mouvements intervenus au cours de l'exercice sur les actions propres en K€

	31/12/2010	Augmentation	Diminution	31/12/2011
Actions acquises via le contrat de liquidité	15		3	12
Actions propres pour annulation	7	40		47
Dépréciation des actions propres				
Solde	22	40	3	59

La société ne comptabilise pas l'éventuelle dépréciation des actions acquises pour annulation comptabilisées en immobilisations financières. Toutefois, le cours moyen du mois de décembre 2011 ayant été de 3,98 € valeur supérieure aux cours auxquels les actions affectées au poste « actions en voie d'annulation » ont été acquises, il n'existe aucune perte de valeur pour ces actions.

NOTE 23 : INFORMATION RELATIVE AUX HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

■ En K€

	SEREC AUDIT				GRANT THORNTON			
	Montant		%		Montant		%	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
AUDIT								
Commissariat aux comptes, Certification, examen des comptes individuels	39	38	49%	60%	26	25	33%	40%
Missions accessoires	14		18%					
Sous-total	53	38	67%	60%	26	25	33%	40%
AUTRES PRESTATIONS								
Juridique, fiscal, social								
Technologies de l'information								
Audit interne								
Autres (à préciser si > 10% des honoraires d'audit)								
Sous-total	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	53	38	67	60%	26	25	33	40%

NOTE 24 - FACTEURS DE RISQUE

Risques clients

Soft Computing cible pour l'essentiel une clientèle de grands et très grands comptes. Les risques de défaillance des clients sur ce segment sont donc limités.

- L'activité de conseil est rarement l'objet de contentieux client. Par ailleurs, l'expérience du conseil a poussé Soft Computing, dès sa création, à mettre un accent particulier sur la qualité de ses prestations, le respect des engagements pris avec les clients et la fidélisation. Dans ces conditions, les risques de litige sur des prestations sont limités.
- Un compte client déformé en décembre par la saisonnalité de la facturation : le groupe est soumis à la saisonnalité traditionnelle des activités de conseil aux entreprises : surpondération de la facturation au quatrième trimestre et plus particulièrement en décembre. Ce phénomène tend à gonfler le compte client à fin décembre, sans que ceci constitue un risque particulier pour le groupe.
- Une attention toute particulière est apportée en permanence à la gestion des comptes clients, grâce au respect des procédures internes permettant de réduire les délais de paiement :

A fin décembre 2011, le ratio client affiche un compte client stable qui représentait 88 jours de chiffre d'affaires, contre 85 jours fin 2010.

- Un provisionnement prudent : les comptes clients sont scrutés mensuellement à la lumière des revues de projet et systématiquement provisionnés en cas de risque pressenti ou avéré. A fin décembre 2011, les provisions pour clients douteux s'élevaient à environ 3 % du compte client.

Risques de taux et de liquidité

Le niveau de trésorerie est largement positif (5,7 M€ à fin décembre 2011), la société ne fait pas appel à l'emprunt bancaire et n'utilise pas ses lignes de concours courants. Les seules dettes au bilan sont une avance non indexée conditionnée reçue dans le cadre d'un projet (0,05 M€). Cette avance sera remboursée à la fin du premier trimestre 2012. Toute hausse de taux aurait un impact positif sur le résultat financier.

Risques sur affaires en cours

Les risques sur affaires en cours concernent les contrats au forfait à cheval sur deux exercices. Ceux-ci ont fait l'objet d'une comptabilisation à l'avancement audité par les Commissaires aux Comptes sur

la base des éventuels dérapages constatés sur les planifications du reste à faire à fin janvier. Fin 2011, la facturation et l'avancement réel des travaux sont globalement en phase.

Risques liés à la politique d'assurance

Dans le cadre de son activité, Soft Computing a souscrit toutes les polices d'assurance habituelles relatives à son activité. En particulier, les dommages engageant la responsabilité civile d'exploitation de Soft Computing sont couverts à hauteur de 6,1 M€ pour les dommages corporels, et 0,8 M€ pour les dommages matériels. La responsabilité civile professionnelle couvre tous dommages à hauteur de 0,8 M€

Depuis sa création, Soft Computing a eu à faire appel à sa police d'assurance responsabilité civile une seule fois en 20 ans, au début de l'année 2009.

Le coût global des primes d'assurances est d'environ 44 K€ et les franchises sont négligeables.

Risques liés au départ d'hommes clés

La dimension humaine de l'entreprise et sa structure de gestion des ressources humaines sont des gages de stabilité des équipes, et notamment des hommes clés.

Cependant, dans l'hypothèse où des personnes clés venaient à quitter l'entreprise, le groupe pourrait subir une baisse de chiffre d'affaires liée à la perte de relations privilégiées avec certains clients. Cette baisse de chiffre d'affaires pourrait alors avoir un impact sur la rentabilité du groupe.

Risques de marché

Les disponibilités de Soft Computing sont systématiquement placées en instruments monétaires à court terme qui ne présentent aucun risque de marché.

Risque lié à la concurrence

Le positionnement de spécialiste vertical de Soft Computing protège le groupe de ces principaux concurrents qui, positionnés horizontalement, sont moins pertinents dans leur réponse au marché et, moins pointus, sont plus exposés aux retournements de cycles.

Cependant, la tendance à la concentration des fournisseurs référencés chez les grands comptes, clientèle traditionnelle du groupe, pourrait amener certains clients à préférer des prestataires plus importants en taille, bien que moins spécialisés, à des spécialistes pointus mais dont la taille est insuffisante pour générer un volume d'achat significatif à leur échelle. Cette situation, si elle s'avérait, pourrait avoir un impact sur les prix, donc sur la rentabilité du groupe, voire sur le chiffre d'affaires.

Risque lié à la délocalisation offshore

Les délocalisations touchent de plus en plus les services informatiques. Cette évolution vers la délocalisation offshore ne concerne pas le conseil et les opérations de Soft Computing qui nécessitent une proximité culturelle et physique au client. Pour la partie « technologie » qui représente près de 67 % de l'activité du groupe, les activités au forfait pourraient à terme être confrontées à une concurrence offshore à bas prix. Dans une telle hypothèse, les prix seraient tirés à la baisse et pourraient impacter négativement l'activité et la rentabilité du groupe sur un peu plus de 15 % de son périmètre actuel.

Risque lié aux évolutions technologiques

Soft Computing délivre des prestations. Le rythme actuel, relativement lent depuis 5 ans, d'évolutions technologiques est un facteur de croissance pour Soft Computing :

- Elles induisent un surcroît de travail pour assurer les migrations,
- elles tirent les activités de conseil liées aux choix d'outils.

Cependant, le capital connaissance des équipes de Soft Computing, notamment sur les offres technologiques, constitue le levier de la croissance et de la rentabilité. Une rupture technologique majeure et mal anticipée par le groupe pourrait induire un décalage entre les savoir-faire disponibles dans les équipes et la demande du marché. Dans cette hypothèse, le chiffre d'affaires et la rentabilité se verraient affectés.

Risque lié à la croissance

Soft Computing a démontré sa capacité à maîtriser sa croissance dans les périodes de fortes croissances (internes et externes), grâce à une structure d'accueil toujours adaptée en avance aux prévisions budgétaires.

La structure actuelle de Soft, les procédures de fonctionnement et les outils de pilotage permettent d'absorber facilement cette croissance :

- Recrutement : la direction des Ressources Humaines est calibrée pour recruter à un rythme supérieur à celui constaté en 2011.
- Pilotage : le système et les procédures de contrôle de gestion projet ont été encore améliorés en 2011. Dans le cadre de la mise en place du système qualité et d'un nouveau système de gestion, l'ensemble du management dispose de toutes les données relatives à chaque projet. Cette information hebdomadaire permet d'anticiper les risques projet très en amont.

Cependant, si la demande venait à se redresser plus brutalement que prévu, l'impact pourrait être pour le groupe un ralentissement de sa propre croissance, voire une décroissance de l'activité, à la suite de deux phénomènes : une tension soudaine sur le marché de l'emploi et une augmentation soudaine et forte des démissions qui perturberaient la production.

Autres risques

Les autres risques, listés ci-dessous, ne sont pas significatifs :

- Risques de garantie : néant, car aucun contrat d'ingénierie au forfait n'a été livré dans les trois mois précédents la clôture de l'exercice.
- Risques de change : néant, car la quasi-totalité des factures émises est en euros.
- Risques sur instruments dérivés : néant, car le groupe n'utilise pas d'instruments dérivés.
- Risques liés aux acquisitions futures : néant, car aucun engagement non finalisé n'a été pris au cours de l'exercice 2011, ni au cours du premier trimestre 2012, pour des acquisitions potentielles en 2012.
- Risques industriels et environnementaux : néant, car le groupe exerce exclusivement des activités de services.
- Risques réglementaires : néant.

NOTE 25 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture à signaler.

C/ Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION
établi par le Conseil d'Administration
et présenté à l'Assemblée Générale
Ordinaire Annuelle du 22 mai 2012

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2011 et de soumettre à votre approbation les comptes dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes.

A. Résumé de l'activité 2011

L'exercice 2011 se solde par un Chiffre d'Affaires de 34.5 millions d'euros contre 33.1 en 2010. La marge brute, calculée comme la différence entre le Chiffre d'Affaires et les achats pour revente, est en croissance de plus de 5 % sous l'effet d'une baisse de la part de sous-traitance. On peut parler de 2011 comme d'une année de reprise progressive après le point bas de l'année 2010.

Après un début d'année poussif, marqué par des taux d'activité trop faible, la croissance s'est accélérée trimestre après trimestre pour s'inscrire à 10 % sur le troisième trimestre et même à 18 % sur le dernier trimestre 2011.

Dès avril, nous avons constaté une demande plus vigoureuse avec notamment le lancement de grands projets de transformation pluriannuels autour de nos trois spécialités, le CRM, la Business Intelligence et l'e-Business. Avec l'amélioration conjointe du taux d'occupation et des prix de vente, le résultat mensuel est ainsi redevenu positif dès le mois de mai.

Pour 2012, cette relance de projets d'envergure devrait d'après nos hypothèses compenser tout ou partie des coupes budgétaires que prévoient certains clients pour s'adapter à une conjoncture économique très incertaine.

Paradoxalement, notre développement sur le second semestre 2011 aurait pu être encore plus vigoureux s'il n'avait été freiné par des difficultés à faire croître nos effectifs suffisamment rapidement sur un marché de l'emploi particulièrement tendu. Pour pallier ces difficultés, nous avons pris l'option de consolider nos moyens de recrutement et de fidélisation des consultants afin de disposer des moyens nécessaires pour augmenter nos effectifs en 2012 si la conjoncture nous le permet.

B. Faits marquants de l'exercice

Nous avons au cours de cet exercice 2011 rôdé notre nouvelle organisation mise en place en début d'année. Celle-ci comprenait la création d'une Direction des Ressources Humaines intégrée, la mise en place d'une Direction du Développement dédiée au commerce, et l'organisation des Centres de Profit par « practices » regroupant les compétences de même nature autour de référents experts. Elle nous a permis en 2011 d'accroître nos capacités de recrutement et de fidélisation, d'améliorer notre couverture commerciale et de développer le niveau de nos expertises donc notre attractivité sur le marché.

C. Evènements importants survenus entre la date de clôture et la date du rapport de gestion

Il n'y a pas eu d'évènement particulier.

D. Activité

1 – Présentation

Soft Computing est une société de conseil et de services spécialisée en Gestion de la Relation Client (CRM), Pilotage de la Performance (Business Intelligence) et e-Business. La société compte près de 400 consultants et propose des prestations de Conseil, de Technologie et de Marketing Services auprès des Directions Métiers et des Directions Informatiques de ses clients, principalement grands comptes.

Les actions de la société Soft Computing sont cotées sur le compartiment C de NYSE Euronext Paris (ISIN : FR0000075517, Reuters : SFT.PA, Bloomberg : SFT.FP) et font partie de l'indice IT.CAC Allshares. L'introducteur - Teneur de Marché est la société Oddo.

2 – Evolution du Chiffre d'affaires 2011

Le Chiffre d'affaires du groupe Soft Computing ressort à 34,5 millions d'euros, en hausse de 4,4% par rapport à l'exercice 2010.

La ventilation du Chiffre d'Affaires par secteur reste globalement stable. On notera une progression du secteur de la Distribution & e-Commerce et un léger retrait des Télécoms et de l'Industrie. Nous attendons pour 2012 une poursuite de la croissance sur les secteurs de la Distribution et de la Banque & Assurance et un rebond de l'activité dans les Télécoms.

Le secteur Banque & Assurance est stable et représente 46 % du Chiffre d'Affaires. La Distribution, incluant le e-Commerce, le Luxe et la VPC, voit sa part progresser une nouvelle fois, et passe à 23 % du Chiffre d'Affaires. L'Industrie, représente 8 %, les Services 13 %, les Télécommunications 6 % et le secteur du Tourisme & Transport 4 %.

Sur l'année 2011, la croissance a été plus forte sur le pôle Marketing Services (+ 6.6 %) que sur le pôle Conseil et Intégration (+ 3.3 %). Le pôle Marketing Services a eu une croissance plus soutenue pendant les 9 premiers mois tandis que la croissance du pôle Conseil et Intégration s'est accélérée sur le dernier trimestre.

La part de l'étranger représente environ 6 % de l'activité globale 2011.

E. Evolution récente et perspectives d'avenir

Malgré la conjoncture incertaine sur 2012, nous tablons sur une poursuite de la croissance à court terme. Celle-ci sera tirée en particulier par les évolutions de l'environnement concurrentiel dans les Télécoms et du contexte réglementaire dans la Banque, ainsi que sur la dynamique des grands projets de transformation d'ores et déjà engagés par nos principaux clients.

C'est dans cette optique que la société poursuit ses efforts de recrutement.

F. Comptes

a) Examen du compte de résultat

Les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles retenues pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

La société Soft Computing a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 34,5 M€, en hausse de 4,4% sur l'année précédente.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à un bénéfice de 0,4 M€, en hausse comparé à 2010 (0,3 M€).

Le résultat financier de l'année est positif de 59 K€ contre 34 K€ en 2010.

Le résultat exceptionnel est quant à lui négatif de -523 K € lié à des charges de restructuration non récurrentes. En 2010, il était positif et s'élevait à 151 K€.

Le résultat net après impôt s'établit à 790 K€ après imputation du Crédit d'Impôt Recherche 2011 pour 820 K€. Rappelons qu'en 2010, le résultat net après impôt intégrait le Crédit d'Impôt Recherche 2010 pour 1 000 K€ et la régularisation du Crédit d'Impôt Recherche 2009 pour 1 292 K€ ce qui le rend non comparable.

b) Examen du bilan

Actif immobilisé : Celui-ci est resté stable et passe de 8,8 M€ à 8,9 M€ sur l'année 2011.

Actif circulant : Celui-ci, également stable, passe à 18,3 M€ contre 18,1 M€ sur l'année 2010. Les créances clients augmentent de 9% (soit 0,8 M€) en raison d'une forte facturation sur le quatrième trimestre (+ 15% par rapport au quatrième trimestre 2010). La trésorerie nette baisse de 20% (soit -1,4 M€) mais reste confortable. Cette baisse est principalement liée au paiement des dividendes pour 0,8 M€ et au financement des investissements pour 0,3 M€.

Capitaux propres : Ceux-ci sont également stables par rapport à l'année 2010 et restent à 16,2 M€, le versement du dividende prélevé sur le report à nouveau étant globalement compensé par le bénéfice de l'exercice de 0,8 M€.

Dettes : Les dettes s'élèvent à 10,8 M€ contre 10,3 M€ en 2010. Cette hausse est liée à l'augmentation des dettes fournisseurs. En effet, cette hausse est en rapport avec la forte croissance connue sur le dernier trimestre 2011.

Le poste fournisseurs (factures reçues) s'élève à 1 980 K€. Les délais de règlements sont les suivants :

Délais fournisseurs en K€		
	31/12/2011	31/12/2010
de 0 à 30 jours	61	997
de 31 à 90 jours	1 227	191
+ de 90 jours	692	126
Total	1 980	1 314

c) **Activité en matière de R & D**

Les marques Soft Computing ainsi que les noms de domaine Internet correspondants sont déposés en France par Soft Computing.

SOFT COMPUTING ayant formalisé son processus de recherche et développement a obtenu fin 2002 la qualification d' « entreprise innovante » par l'ANVAR. Cette qualification a été renouvelée en 2006.

Sur ces dernières années, des solutions ont été développées :

- un logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse en 2004
- une solution MFA pour du marketing opérationnel en 2005
- un programme de développement d'une plate forme générique d'améliorations de la qualité et d'enrichissement de données « tiers » et services associés en 2006/2007.

Les coûts relatifs au développement du logiciel d'ASP dans le domaine de l'adresse ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2004 pour un montant de 32 K€. Ce logiciel est totalement amorti depuis le 31/12/2009.

Les coûts relatifs au développement d'un logiciel de MFA ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2005 pour un montant de 34 K€. Ce logiciel est totalement amorti depuis le 31/12/2010.

Les coûts relatifs au développement d'une plate forme générique d'amélioration de la qualité et d'enrichissement de données "tiers" et services associés ont fait l'objet d'une inscription à l'actif en 2006 pour un montant de 35 K€. En 2007, la totalité des 35 K€ a fait l'objet d'un amortissement en raison des faibles perspectives de réussite commerciale du projet.

d) **Actions propres**

A fin décembre 2011, SOFT COMPUTING a acquis 3 020 de ses propres actions par le biais du contrat de liquidité signé avec la société ODDO corporate pour une valeur de 12 K€.

Par ailleurs, il reste au 31 décembre 2011 en immobilisations financières 12 109 actions qui ont été acquises en vue de les annuler.

A la clôture il reste :

Quantité achetées : 15 129 actions

Prix d'acquisition moyen : 3,87 €

Montant : 58 590,37 €

Frais de courtage : 3 803 €

Valorisation de l'action au 31 décembre 2011 : 3,95 €

A la clôture de l'exercice 2011, les actions propres acquises via le contrat de liquidité ont une valeur d'inventaire de 11 929 € avec un cours moyen unitaire du mois de décembre 2011 de 3,95 €.

e) Changement de méthodes comptables

Aucun changement de méthode n'est constaté sur l'exercice.

G. Situation et évolution de l'activité des filiales

Soft Computing n'a plus de filiale depuis le 1^{er} janvier 2009.

H. Renseignement relatif à la répartition du capital

Il n'y a pas eu de changements majeurs sur le contrôle de Soft Computing en 2011. La part d'auto détention est passée à 0,57% du capital.

	Au 31 décembre 2010			Au 31 décembre 2011		
	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% des droits de vote
Eric FISCHMEISTER	935 474	35,05%	39,77%	943 538	35,36%	39,94%
Gilles VENTURI	933 000	34,96%	41,74%	941 348	35,27%	41,93%
Soft Computing (Autodétention)	6 557	0,25%	0,15%	15 129	0,57%	0,34%
Autres (1)	19 762	0,74%	0,87%	19 762	0,74%	0,89%
		29,00%	17,46%		28,06%	16,90%
Public	773 820			748 836		
TOTAL	2 668 613	100,00%	100,00%	2 668 613	100,00%	100,00%

(1) Actionnaires inscrits au nominatif

NB : La proportion du capital de Soft Computing détenue par ses salariés au travers d'une gestion collective est inférieure à 3%.

I. Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 789 712,45 € que nous vous proposons d'affecter en report à nouveau.

De plus, nous vous proposons le versement d'un dividende de 0,25 € par action prélevé sur le report à nouveau.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICE	DIVIDENDE NET
2008	-
2009	532 467,86 €
2010	796 806,90 €

J. Stock options

L'Assemblée Générale du 22 mai 2008 a décidé la mise en place d'un plan d'options de souscription ou d'achat d'actions destinées aux salariés, valable pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 22 juillet 2011. Le solde disponible pour de futures distributions est de 170 446 options au 31 décembre 2010.

Tous les plans précédents sont expirés.

Tableau récapitulatif des titres donnant accès au capital

OPTIONS DE SOUSCRIPTIONS OU D'ACHATS	Plan 2 / Tranche 2	Plan 3 / Tranche 1
Nature	Souscription	Achat
Date d'assemblée	10/06/2003	27/05/2005
Date du conseil d'administration	07/04/2005	17/10/2007
Nombre total d'actions pouvant être souscrites/achetées	21 000	102 500
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	-	47 500
Nombre de dirigeants concernés	-	4
Point de départ d'exercice des bons / options	07/04/2009	17/10/2011
Date d'expiration	07/04/2012	17/10/2014
Prix de souscription / d'achat	6,89 euros	3,88 euros
Nombre d'actions souscrites/achetées au 31/12/2011	0	0

Informations relatives à la dilution potentielle du capital de Soft Computing

Nature des instruments potentiellement dilutifs	Date d'émission	Prix d'exercice	Identité des détenteurs de ces instruments	Période d'exercabilité		Dilution potentielle pouvant résulter de l'exercice de ces instruments
				Par détenteur	Nombre d'actions auxquelles donnent droit ces instruments	
BSA						
BSPCE						
Options de souscription d'actions	25/2/02	5,12 €	Salariés	Salariés	-	0,0%
Options de souscription d'actions	10/2/04	4,69 €	Salariés	Salariés	-	0,0%
Options de souscription d'actions	7/4/05	6,89 €	Salariés	Salariés	21 000	0,8%
Obligations convertibles						
Obligations remboursable en actions						
Total de la dilution provenant des options de souscription					21 000	0,8%
Actions gratuites	16/3/10	0,00 €	Salariés	Salariés	96 261	3,6%
Actions gratuites	15/3/11	0,00 €	Salariés	Salariés	10 000	0,4%
Total de la dilution provenant des actions gratuites					106 261	4,0%
Dilution totale					127 261	4,6%

Informations sur les options de souscription ou d'achat d'actions

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES A CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2010 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2010 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2011 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	-			
Options levées durant l'exercice 2011 par chaque mandataire social	-			

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIES NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVEES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix	Date d'échéance	Plan N°
Options consenties durant l'exercice 2010 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2010 par chaque mandataire social	-			
Options consenties durant l'exercice 2011 par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attributions des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :	-			
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice 2011 par chaque mandataire social	-			

K. Rémunération des mandataires sociaux (exercice 2011)

	2011	2010
Eric FISCHMEISTER	: 132 500 €	135 000 €
Gilles VENTURI	: 132 500 €	135 000 €

Cette rémunération est composée d'une partie fixe de 125 000 €, et d'un complément versé en prime.

Aucun engagement particulier de la société n'a été consenti aux mandataires sociaux à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à celles-ci.

L. Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercées par les administrateurs dans toute société durant l'exercice

En application de la Loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relatives aux nouvelles régulations économiques, nous vous présentons la liste de l'ensemble des autres mandats et fonctions exercées par chacun de vos mandataires, dans toutes sociétés, durant l'exercice :

Administrateur	Sociétés
Eric FISCHMEISTER	
Gilles VENTURI	Voltaire Fund (UK) ****,
François-Henri PINAULT	Artémis, Financière Pinault**, Fnac, Pinault-Printemps-Redoute, SC Château Latour***, Yves Saint Laurent*, Sapardis, Boucheron *, Christie's International****, Gucci****, Sowind Group, Puma****, Bouygues, CFAO*, ELA (association européenne contre les leucodystrophies)*, ****Volcom Inc, ****Stella Mc Cartney
Emmanuel CHAIN	**Eléphant et Cie, **Eléphant At Work, ** Eléphant Adventures, **Chairman, ** Eléphant Asie, ** Groupe Eléphant

Légende : Pas d'étoile : administrateur

* Membre du Conseil de Surveillance

** Gérant

*** Membre du Conseil de Gérance

**** Board of Directors

M. Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code général des impôts, nous vous demandons enfin d'approuver les dépenses et charges visées aux dits articles dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 32 965 €.

N. Tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article 148 du décret du 23 mars 1967, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

O. Conséquences sociales de l'activité

1. Effectif

L'effectif du groupe est resté stable sur l'année. Il est de 350 personnes au 31 décembre 2011 contre 351 personnes au 31 décembre 2010.

93 personnes ont été embauchées sur l'année. Il y a eu 94 départs. Le taux global de rotation non maîtrisée du personnel en 2011 est d'environ 16 %.

En 2011, une dizaine de CDD ont été conclus sur de courtes durées pour des opérations d'enquête ponctuelles.

2. Organisation du temps de travail

L'horaire moyen mensuel est de 151,67 heures.

Quatorze salarié(e)s bénéficient de contrats à temps partiel dont cinq sont des congés parentaux d'éducation. A la fin de l'année, deux congés parentaux, et un congé sabbatique de un an sont en cours.

Il est très peu fait appel aux heures supplémentaires, des surcharges ponctuelles se trouvent régularisées par l'annualisation du temps de travail.

3. Rémunérations

Les salaires moyens ont augmenté de 3,1 % en moyenne entre 2010 et 2011.

Le bilan concernant l'égalité professionnelle hommes/femmes fait apparaître des écarts d'environ 1 à 4% selon les catégories professionnelles, dans un sens comme dans l'autre.

L'analyse n'est pas aisée compte tenu de la taille des échantillons combinée, à des métiers différents, et à des facteurs complémentaires comme l'âge, l'ancienneté, le lieu géographique pour une même catégorie.

Présentés au comité d'entreprise, ces écarts n'ont pas été retenus comme significatifs car la moyenne des écarts est globalement faible. Pour les maxima, des indicateurs objectifs de type âge ou ancienneté entraînent forcément des différences dans un sens ou dans l'autre lorsque l'échantillon est réduit.

4. Relations professionnelles

Rien à signaler concernant les relations professionnelles.

5. Conditions d'hygiène et sécurité

Rien à signaler

6. Formation

La Formation professionnelle continue est considérée dans le groupe comme un atout majeur de compétitivité et de qualité de service.

Un travail de fond a été réalisé pour recueillir les besoins de formation individualisés et réaliser les actions de formation pour accompagner le développement des collaborateurs et celui de l'entreprise.

Les dépenses de formation 2011 représentent environ 3,3% de la masse salariale (à comparer à 3,1% en 2010), largement au-dessus des enveloppes légales, avec une moyenne de 2 jours par personne.

Nous avons dû, à nouveau, dégager un budget d'achat de formation complémentaire compte tenu de la forte diminution de la contribution financière du Fafiec à la formation, tant sur les actions collectives que sur la cotisation des 0,225%. Et nous avons maintenu nos efforts importants sur la formation interne.

7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Le groupe n'emploie pas à ce jour de travailleur handicapé et travaille avec l'AGEFIPH pour les postes à pourvoir compatibles avec l'emploi de handicapés. Le groupe a recours régulièrement à l'ESAT.

L'entreprise s'acquitte de ses obligations en termes de contribution.

8. Œuvres sociales

Les dotations aux œuvres sociales du CE sont égales à 0,24% de la masse salariale du groupe. Elles ont permis pour l'année 2011 l'organisation de :

Un abonnement à CANAL CE pour un certain nombre de services comme la billetterie, l'achat de chèques vacances, une subvention à un abonnement sportif ou culturel, une subvention pour un abonnement au Forestill, un voyage à Vienne, un après midi récréatif avec distribution de cadeaux de Noël aux enfants, et enfin, la remise de chèques cadeaux et de chèques naissance.

9. Sous-traitance

Le groupe fait peu appel à la sous-traitance (une vingtaine de consultants en moyenne par an), en cas de besoin d'une expertise spécifique, achetée soit chez un éditeur, soit en freelance, soit dans une SSII.

10. Environnement

Le groupe a signé fin 2005 le Pacte Mondial des Nations Unies pour le développement durable. *" un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs "*.

Notre activité de services est par nature peu impactante sur l'environnement, mais nous pouvons y contribuer modestement en étant vigilant sur les consommables et le papier, sur

l'électricité et l'eau, sur les émissions de Co2 liées aux déplacements de nos salariés, et sur la manière dont nous pouvons intensifier notre action en faveur des handicapés.

P. Conséquences environnementales de l'activité

Néant, car le groupe exerce exclusivement une activité de services

Q. Délégation accordée par l'assemblée générale au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

1 Actions gratuites

Par décision de l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011, le conseil d'administration a été autorisé à procéder, en une ou plusieurs fois, conformément aux articles L 225-197-1 et L 225-197-2 du Code de Commerce, à l'attribution d'actions ordinaires de la société, existantes ou à émettre au profit :

- Des membres du personnel de la société ou des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement au sens de l'article L 225-197-2 du Code de commerce ou de certaines catégories d'entre eux,
- Et/ou des mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

Le nombre total d'actions ainsi attribuées gratuitement ne pourra dépasser 10 % du capital social existant au jour de la première attribution décidée par le conseil d'administration.

Cette autorisation expire le 17 juillet 2014.

2 Autres délégations

L'assemblée générale mixte du 17 mai 2011 a autorisé le conseil d'administration à procéder à diverses opérations sur le capital de la société :

Nature de l'opération	Plafond	Date d'autorisation	Date d'expiration
Augmentation de capital réservée aux actionnaires	2 000 000 euros	17/5/11	17/7/13
Emission de diverses valeurs mobilières avec suppression du DPS	2 000 000 euros	17/5/11	17/7/13
Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	2 000 000 euros	17/5/11	17/7/13
Augmentation de capital social en vue de rémunérer des apports en nature de titres	10% du capital social	17/5/11	17/7/13
Attribution d'options de souscription et /ou d'achat d'actions de la société au personnel	10% du capital social	17/05/11	17/7/14
Attribution d'actions gratuites au personnel et/ou mandataires	10% du capital social	17/05/11	17/7/14
Réduction de capital dans le cadre d'un programme de rachat d'actions	10% du capital social	17/5/11	17/5/13

Abréviations :

DPS : Droit Préférentiel de Souscription

PEE : Plan d'Épargne Entreprise

R. Principaux risques et incertitudes auxquelles la société est confrontée

La société n'est confrontée à aucun risque ou incertitude majeures autres que ceux indiqués dans l'annexe.

Le Conseil d'Administration

**TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA
SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

NATURE DES INDICATIONS	Exercice 2007	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE :					
Capital social	647 693	591 190	591 190	533 723	533 723
Nombre des actions ordinaires existantes	3 238 467	2 955 948	2 955 948	2 668 613	2 668 613
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
Par convention d'obligations					
Par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE :					
Chiffre d'affaires hors taxes	20 311 636	36 705 215	34 118 151	33 050 110	34 504 140
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	347 022	2 317 438	537 250	133 597	-23 744
Impôts sur les bénéfices	17 468	331 114	-1 147 329	-2 168 189	-831 722
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	-7 711	1 315 969	999 531	2 327 909	789 712
Résultat distribué	0	0	0	0	0
RESULTAT PAR ACTION :					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,10	0,67	0,57	0,74	0,29
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	PM	0,45	0,34	0,87	0,30
Dividende attribué à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,20	0,30
PERSONNEL :					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	172	362	356	349	352
Montant de la masse salariale de l'exercice	8 235 678	16 869 213	16 232 045	16 150 903	17 067 852
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	4 048 384	8 690 288	8 070 747	8 061 476	8 470 786

D/ Rapport des contrôleurs légaux

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

SOFT COMPUTING

Société anonyme
au capital de 533 722,60 €
55, Quai de Grenelle
75015 PARIS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Grant Thornton
Commissaire aux Comptes
100, rue des Courcelles
75849 Paris Cedex 17

Serec Audit
Commissaire aux Comptes
21, rue Leriche
75015 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Société Soft Computing

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **SOFT COMPUTING**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 **Opinion sur les comptes annuels**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « *faits caractéristiques* » et la note 20 de l'annexe relative à la comptabilisation des Crédits d'Impôts Recherche 2010 et 2011.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La valeur actuelle des fonds de commerce et autres actifs incorporels assimilés fait l'objet d'un suivi et, le cas échéant, d'une dépréciation selon les modalités qui figurent dans le paragraphe « Suivi des fonds de commerce » de la note « *Règles et méthodes comptables* » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nous avons apprécié les données et hypothèses utilisées par la direction pour déterminer la valeur actuelle et vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 17 avril 2012

Serec Audit



Benoit Grenier

Grant Thornton
Membre français de Grant Thornton International



Vincent Frambourt